



Agence nationale du médicament vétérinaire  
14 rue Claude Bourgelat  
Parc d'Activités de la Grande Marche  
CS 70611 - 35306 FOUGERES CEDEX – France  
Téléphone : + 33 (0)2 99 94 66 65

Etablissement n° 2270

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL,

Vu le règlement (UE) 2019/6 du parlement européen et du conseil du 11/12/2018 relatif aux médicaments vétérinaires et notamment ses articles 88 à 101,

Vu le code de la santé publique et notamment l'article L. 5142-2,

Vu l'autorisation d'ouverture n° V 257585/20 du 30/04/2020, octroyée à CEVA SANTE ANIMALE, pour l'établissement distributeur en gros de médicament vétérinaire situé 7 D RUE RIVIERE, 33500 LIBOURNE,

Vu le courrier reçu le 10/06/2025, de CEVA SANTE ANIMALE, déclarant l'arrêt de toute activité pharmaceutique vétérinaire de l'établissement susvisé, suite au transfert de l'activité sur le nouveau site 8 RUE LOGRONO, 33500 LIBOURNE,

Considérant l'arrêt de toute activité pharmaceutique vétérinaire au sein de l'établissement susvisé, lié au transfert d'activité sur le nouveau site 8 RUE LOGRONO, 33500 LIBOURNE le 10/06/2025,

DECIDE :

**ARTICLE 1** - L'autorisation d'ouverture n° V 257585/20 du 30/04/2020 susvisée, accordée à CEVA SANTE ANIMALE pour l'établissement situé 7 D RUE RIVIERE, 33500 LIBOURNE, est abrogée par la présente décision enregistrée sous le n° V 386021/25.

**ARTICLE 2** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou du Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Ce n'est qu'après un rejet explicite de ce recours ou un rejet implicite résultant du silence gardé par le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou par le Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire pendant deux mois, qu'un recours contentieux peut être intenté auprès du tribunal administratif dont dépend l'entreprise ou dans le ressort duquel est situé le siège social de l'entreprise.

L'exercice d'un recours n'est pas suspensif de l'interdiction de réaliser des opérations pharmaceutiques vétérinaires découlant de l'abrogation de l'autorisation d'ouverture.

**ARTICLE 3** - L'adjoint au directeur en charge des décisions administratives est responsable de l'exécution de la présente décision.

Fait à Fougères, le 13/06/2025

Pour le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail,  
et par délégation,  
la Directrice adjointe de l'Agence nationale du médicament vétérinaire

DocuSigned by:

Mickaëlle SACHET

2D84BB2BA644439...

**Mickaëlle SACHET**